

Je suis certain que ce n'est pas ce à quoi pensait le ministre lorsqu'il répondait aux questions que nous lui avons posées immédiatement avant le souper.

Dans un article publié par *La Gazette de Montréal*, le 16 septembre, sous le titre «Le Canada poursuit des entretiens au sujet d'un siège des Nations Unies pour la Chine rouge», M. Arthur Blakely déclarait:

M. Martin a dit qu'il ne laissait pas entendre que des mesures seraient prises dans l'immédiat—refusant, une fois encore, de donner au chef de l'opposition, M. Diefenbaker, l'assurance catégorique qu'une politique semblable serait étudiée à la Chambre des communes avant d'être mise en œuvre.

Les questions ont été inspirées...

Naturellement, c'est peut-être de là que le ministre tire une partie de son inspiration.

...par un discours que le premier ministre, M. Pearson a prononcé (lundi) devant l'Association du Traité de l'Atlantique, et dont voici un passage: «Si nous les exposions—les habitants de la Chine Rouge—davantage aux vues du reste du monde, nous pourrions espérer d'eux un jour une politique plus réaliste. L'isolement actuel de la Chine encourage le retour des crises.»

Si, et je n'en doute pas, tel est le sentiment du ministre, alors voici à quoi je veux en venir: au cas où nous ne pourrions aboutir à une solution par des négociations avec les États-Unis, il se peut que le gouvernement prenne la mesure dont il a été question le 25 septembre.

Je l'ai dit cet après-midi: quand le ministre était dans l'opposition, dégagé des responsabilités de son portefeuille actuel—l'un des plus importants et celui qui retient le plus l'attention du premier ministre—il a déclaré formellement, si je me souviens bien, que nous devions reconnaître la Chine, afin de pouvoir mieux commercer avec elle, négocier avec elle par la voie diplomatique et lui faire joindre ainsi le concert des nations, où elle pourrait discuter des problèmes communs à tous les pays du monde.

Voici ce qu'on pouvait lire, le 25 septembre, dans le *Star* de Toronto:

Même si le Canada l'a nié à maintes reprises, les États-Unis restent convaincus que notre pays reconnaîtra la Chine rouge après les élections américaines de novembre.

C'est ce que l'on croit aux plus hauts échelons du gouvernement américain.

Si nous ne pouvons pas régler cette affaire avec les États-Unis, quelle est donc la politique du Canada à cet égard? Je ne reprendrai pas mes quatre arguments exposés avant le dîner, car je dois passer à autre chose, mais j'affirme qu'il méritent d'être étudiés sérieusement par le gouvernement. Les conditions ont changé depuis 1961, 1962 et 1963 et le

[M. Woolliams.]

ministre a bien vite changé d'attitude. Entre le 18 et le 19 novembre, il a modifié sa position. Il a expliqué qu'il avait réuni une conférence le 19 et que sa réponse du 18 était chose du passé.

Je parlerai maintenant de l'Organisation des États américains. J'ai eu le privilège d'assister à la conférence sur les droits civils qui a eu lieu à Mexico en 1959-1960. J'ai eu alors l'occasion de rencontrer les représentants de différents pays d'Amérique latine. C'est vers cette époque que feu le président Kennedy, s'adressant à la Chambre des communes, avait incité le Canada à faire partie de l'OEA. Le ministre, dans l'opposition à ce moment-là, disait que le gouvernement conservateur devait demander l'admission du Canada au sein de l'OEA pour assurer la sécurité de notre partie de l'hémisphère et faire œuvre commune. Cependant, depuis qu'il est ministre des Affaires extérieures, il n'a pris aucune initiative en ce sens.

Où sont les propos de la campagne électorale, lorsqu'il proclamait qu'il fallait encourager les audacieux et mettre les vaillants à l'épreuve? Les libéraux ont peut-être beaucoup d'audace et de vaillance dans l'opposition, mais ils sont plus pondérés, semble-t-il, lorsque la responsabilité leur incombe.

Bien que la critique faite à l'époque par le ministre ait pu s'inspirer uniquement de la politique, il n'en reste pas moins qu'il a nettement déclaré à Banff—je n'ai pas la coupure de journal sous les yeux—que nous devrions être membres de l'OEA.

L'hon. M. Martin: Ce n'est pas ce que j'ai dit.

M. Woolliams: C'est l'impression générale qui s'en dégage.

L'hon. M. Martin: Ce que j'ai dit c'est que le destin ultime du Canada se rattachait étroitement à celui de l'Amérique latine.

M. Woolliams: Le destin ultime n'est pas un destin de 60 jours, de 120 jours, ni de 180 jours. Ce destin ultime pourrait se situer en 1984, mais d'ici là l'OEA pourrait avoir pris plus d'ampleur et notre destin dépendra peut-être alors du monde entier et non pas uniquement de la situation géographique d'un certain groupe de pays. Si nous avons été membres de l'OEA, on nous aurait peut-être empêchés de réaliser des échanges commerciaux avec la Chine et Cuba; je ne vois pas comment nous pourrions reconnaître la Chine